

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies...	35 fr.	20 fr.
Etranger (Pays à demi-tarif)	50 fr.	30 fr.
Etranger (Pays à plein tarif)	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1 fr. 50
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 1 fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 10 fr.	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1942

- 8 décembre — N° 688 F. — Arrêté instituant au Togo une taxe sur les transactions. 149
- 8 décembre — N° 689 F. — Arrêté instituant une taxe unique de consommation au Togo. 151
- 29 décembre — N° 762 F. — Arrêté complétant l'arrêté n° 688 F. du 8 décembre 1942 instituant au Togo une taxe sur les transactions. 151

1943

- 10 février — Instruction pour les détails d'application des arrêtés n°s 688 F. et 762 F. des 8 et 29 décembre 1942 instituant une taxe sur les transactions au Togo. 154

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Taxe sur les transactions

ARRETE N° 688 F. du 8 décembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment les articles 74 et 187, ce dernier précisant que les règlements locaux particuliers à chaque catégorie de contributions perçues sur liquidation spécifient et déterminent les modes de recouvrement et de poursuites;

Vu le décret du 22 mai 1942 modifiant les règles d'approbation des arrêtés du commissaire de France en matière fiscale;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation du gouverneur général, haut-commissaire de France au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont frappées au Togo d'une taxe, dite taxe sur les transactions, dont le taux est fixé à 2% de leur montant, les ventes et les fournitures de marchandises ou de services faites par les personnes physiques ou morales qui, habituellement

ou occasionnellement, achètent pour revendre ou accomplissent des actes relevant des professions assujetties à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Valeur imposable

ART. 2. — La taxe est due, après l'encaissement, sur le prix des ventes ou fournitures de marchandises et sur le montant des courtages, commissions, remises, salaires, etc... reçus pour la fourniture de services.

Les livraisons de marchandises faites par les organismes ou coopératives d'achat en commun à leurs adhérents, sont taxées sur la valeur marchande des fournitures, déterminée d'après les prix courants du lieu.

ART. 3. — Sont exemptées de la taxe :

1° — Les ventes ou fournitures des denrées alimentaires dont l'énumération figure au tableau joint en annexe;

2° — Les ventes ou fournitures du produit de leur pêche, de leur exploitation, de leur culture, de leur élevage ou de leur industrie, faites par les pêcheurs ou armateurs de pêche, les exploitants agricoles, les cultivateurs, les maraîchers, les éleveurs et les industriels, à moins qu'il ne s'agisse de ventes ou fournitures directes aux consommateurs ou de ventes ou fournitures hors du territoire du Togo, l'Afrique occidentale exceptée;

3° — Les ventes de timbres et de papiers timbrés débités pour le compte du territoire du Togo;

4° — Les ventes ou cessions faites par des services ou organismes administratifs et les ventes ou fournitures faites par les exploitations ou concessionnaires de services publics selon des tarifs homologués par l'autorité administrative.

ART. 4. — Sont exonérées de la taxe les personnes dont le chiffre annuel des transactions imposables est inférieur au minimum fixé au tableau des exemptions joint en annexe.

Taxe compensatrice

ART. 5. — Les importations destinées à la consommation immédiate, sans vente intermédiaire, qui échappent par conséquent à la taxe sur les transactions telle qu'elle vient d'être définie, sont soumises

à une taxe compensatrice de 2% sur la valeur fixée par le service des douanes pour la perception des droits d'importation ou à défaut, sur le prix de facture majoré de 25%, auxquels s'ajoutent dans l'un et l'autre cas les taxes, surtaxes et droits perçus par le service des douanes.

Lorsque les marchandises ayant seulement supporté les droits d'importation à leur entrée au Togo ne seront pas vendues par la suite mais mises en consommation ou utilisées pour leurs propres besoins par les importateurs, ceux-ci devront en faire la déclaration et payer le montant de la taxe compensatrice au bureau des douanes où les droits d'entrée auront été perçus.

Sont exemptées de la taxe compensatrice les denrées qui ne sont pas frappées par la taxe sur les transactions et dont l'énumération figure au tableau joint en annexe.

Obligations des redevables

ART. 6. — Les redevables de la taxe sur les transactions devront se faire connaître dans le mois qui suivra la publication du présent arrêté, soit le commencement de leurs opérations ou l'ouverture de leur établissement, suivant le cas, par une lettre recommandée adressée au chef du service des contributions directes. La déclaration indiquera le nom ou la raison sociale, l'adresse et la profession du redevable et, s'il y a lieu, le numéro du compte de chèques postaux dont le redevable dispose déjà au bureau des chèques postaux du chef-lieu.

Tout changement qui aurait pour résultat de modifier les indications de leur déclaration initiale devra être porté dans les quinze jours à la connaissance du chef du service des contributions directes.

ART. 7. — Tout redevable de la taxe devra tenir une comptabilité régulière ou, à défaut, un livre-journal coté et paraphé par un agent de l'administration, où sera inscrite chaque jour sans blancs ni ratures, chaque vente ou fourniture avec son prix.

Pour le calcul de la taxe, les ventes ou fournitures seront totalisées chaque mois par le redevable dans sa comptabilité ou sur le livre-journal spécial, de façon distincte suivant qu'il s'agira de transactions soumises à la taxe ou de ventes ou fournitures qui en sont exemptées.

Les livres ou pièces justificatives, notamment les factures d'achat, devront être conservés pendant trois ans après l'année au cours de laquelle les ventes ou fournitures auront été constatées dans les écritures comptables.

Liquidation et recouvrement

ART. 8. — Le paiement de la taxe sur les transactions sera assuré sans frais, par virement de compte à compte, à l'aide de chèques de virement d'un modèle spécial qui seront fournis gratuitement par le service liquidateur.

A cet effet il sera ouvert au bureau de chèques postaux de Lomé, à la demande du chef du service des contributions directes, un compte spécial intitulé « Taxe sur les transactions » et un compte particulier au nom de chaque redevable de la taxe qui n'aurait pas déjà de compte à son nom au bureau de chèques postaux en question. Il appartiendra aux redevables d'alimenter leur compte de façon à disposer chaque mois du crédit suffisant pour le paiement de la taxe.

Les chèques de virement, dont le montant sera égal à 2% du total des ventes ou fournitures imposables faites au cours d'un mois déterminé, seront, dans les quinze premiers jours du mois suivant, remis par les redevables au bureau de poste le plus proche ou adressés par lettre recommandée, en franchise, au bureau de chèques postaux de Lomé. La date apposée sur le chèque par le bureau de poste, ou le récépissé de la lettre recommandée, qui devra être transmis par le redevable au chef-lieu du service des contributions directes, justifieront de la libération dans le délai fixé.

Toutefois, lorsque le virement n'aura pu avoir lieu faute de provision suffisante au compte du redevable, celui-ci ne sera réputé s'être libéré qu'à la date où le bureau de chèques postaux aura pu procéder au virement, après reconstitution de la provision.

ART. 9. — Toute différence constatée entre le montant des sommes versées par les redevables et le montant de la taxe due, tel qu'il ressort de la comptabilité ou du livre-journal, fera l'objet d'un paiement immédiat, dans les mêmes formes que ci-dessus, sans préjudice des pénalités encourues.

ART. 10. — Le chef du service des contributions directes centralise la comptabilité des recettes relatives à la taxe sur les transactions.

Il établit les états de liquidation qu'il remet au trésorier-payeur appuyés d'un relevé certifié exact des versements déjà faits par les redevables et adresse en même temps au bureau de chèques postaux de Lomé l'ordre de virer au compte du trésorier-payeur les versements correspondants.

Le comptable supérieur prend les états de liquidation en charge et poursuit par toutes voies de droit le recouvrement des sommes restant dues.

ART. 11. — La taxe compensatrice sur les produits importés est liquidée et recouvrée comme les droits d'importation eux-mêmes par le service des douanes et les comptables du trésor.

Pénalités — Poursuites

ART. 12. — Seront passibles d'une amende égale au quintuple des droits compromis les redevables dont les chèques de virement ne correspondront pas aux sommes dues d'après leurs écritures comptables, ou dont la comptabilité présentera des inexactitudes ou des omissions de nature à réduire la valeur imposable.

En cas de récidive ou de fraude caractérisée, les pénalités seront doublées.

ART. 13. — Le chef du service des contributions directes pourra transiger lorsque la valeur des droits compromis et des amendes dues ne dépassera pas 30.000 francs.

Au delà de cette somme, il devra en référer au commissaire de France qui statuera.

Dispositions diverses

ART. 14. — Les poursuites pour le paiement des droits et des amendes s'exercent par le moyen de contraintes décernées par le comptable et visées par le magistrat remplissant au chef-lieu les fonctions de juge de paix.

Les contraintes s'exécutent par toutes les voies de droit.

ART. 15. — Les fonctionnaires ou agents chargés de l'assiette, de la liquidation du contrôle ou du recouvrement de la taxe sur les transactions sont tenus de garder secrets les renseignements, de quelque nature qu'ils soient, qu'ils ont recueillis dans l'exercice de leurs fonctions.

ART. 16. — Une partie des amendes recouvrées sera versée à un fonds commun dont le montant et le mode de répartition entre les agents des services liquidateurs seront fixés par décision du commissaire de France.

ART. 17. — Des instructions particulières fixeront les détails d'application du présent arrêté.

Lomé, le 8 décembre 1942.

P. SALICETI.

Approuvé par arrêté général n° 327 D. G. F./D. du 26 janvier 1943.

TABEAU DES EXEMPTIONS

I — Denrées alimentaires exemptées de la taxe (Article 3, §. 1^{er} de l'arrêté)

Pain.
Farines panifiables.
Pâtes alimentaires.
Riz.
Maïs.
Mil.
Manioc.
Légumes frais ou secs.
Viande fraîche.
Poisson frais et séché.
Vin titrant moins de 12°.
Fruits frais.
Beurre frais ou de conserve.
Huile d'alimentation.
Lait naturel ou en boîtes.
Orge.
Blé.
Sel.
Sucre.
Glace.

II — Minimum des transactions imposables (Article 4 de l'arrêté)

Ventes ou fournitures de marchandises	100.000
Fournitures de services	30.000

ARRETE N° 762 F. du 29 décembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment les articles 74 et 187, ce dernier précisant que les règlements locaux particuliers à chaque catégorie de contributions perçues sur liquidation spécifient et déterminent les modes de recouvrement et de poursuites;

Vu le décret du 22 mai 1942 modifiant les règles d'approbation des arrêtés du commissaire de France en matière fiscale;

Vu l'arrêté n° 688 F. du 8 décembre 1942 instituant au Togo une taxe sur les transactions;

Vu le T. O. n° 506 F. 4/c. D. du 27 décembre 1942 du gouverneur général de l'A. O. F.;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 (alinéa 2) de l'arrêté n° 688 F. du 8 décembre 1942 susvisé est modifié comme suit :

« Les livraisons de marchandises faites par les magasins ou coopératives d'achat en commun à leurs adhérents et par les maisons principales à leurs succursales ou magasins de vente sont taxées sur la valeur marchande des fournitures, déterminée d'après les prix courants du lieu ».

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 29 décembre 1942.

P. SALICETI.

Approuvé par arrêté général n° 327 D. G. F./D. du 26 janvier 1943.

Taxe unique de consommation

ARRETE N° 689 F. du 8 décembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment les articles 74 et 187, ce dernier précisant que des règlements locaux particuliers à chaque catégorie de contributions perçues sur liquidation spécifient et déterminent le mode de recouvrement et de poursuites contre les redevables;

Vu le décret du 22 mai 1942 modifiant les règles d'approbation des arrêtés du commissaire de France en matière fiscale;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation du gouverneur général, haut-commissaire de France au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les produits du cru et les marchandises fabriquées au Togo dont l'énumération est donnée dans le tableau annexé ci-après sont soumis à une taxe unique de consommation dont l'assiette et la quotité figurent au même tableau.

PRODUITS NATURELS

ART. 2. — Pour les produits naturels du cru la taxe est perçue à l'occasion du premier transport à partir du lieu de production.

Un laissez-passer remis au transporteur justifie du paiement de la taxe et fixe l'itinéraire à suivre et les délais accordés pour le transport.

Cette pièce devra être présentée à tout fonctionnaire ou agent chargé du contrôle de l'application de la taxe et visée à chaque poste ou bureau administratif ou douanier rencontré sur le trajet suivi. Sera tenu pour nul tout laissez-passer qui ne portera pas soit la mention du paiement soit les visas de contrôle voulus.

ART. 3. — Toute personne qui désire stocker des produits soumis à la taxe doit en faire la déclaration au chef du poste ou du bureau des douanes le plus

voisin, si elle se trouve dans la zone soumise à la surveillance du service des douanes telle qu'elle est définie par les règlements douaniers, ou au chef du poste administratif le plus proche dans le cas contraire.

A l'intérieur de la zone de surveillance du service des douanes, les dépôts ne seront autorisés que dans les localités fixées par décision du commissaire de France, à moins qu'il ne s'agisse de produits stockés sur place par le producteur lui-même qui devra, dans ce cas, en faire la déclaration au poste ou au bureau des douanes le plus voisin.

ART. 4. — Pour les produits destinés à l'exportation, le laissez-passer devra être remis au service des douanes qui le retirera pour le joindre à la déclaration de sortie, à moins qu'il ne s'agisse d'une expédition par mer d'un bureau sur un autre.

Dans ce dernier cas le laissez-passer sera seulement visé par le service des douanes. Les produits seront expédiés sous le régime de l'acquit-à-caution si les droits de sortie qu'ils doivent supporter normalement sont supérieurs au montant de la taxe de consommation déjà perçue.

PRODUITS FABRIQUÉS

A — Etablissements industriels

ART. 5. — La fabrication de produits soumis à la taxe de consommation doit faire l'objet d'une déclaration préalable au bureau des douanes ou au bureau du cercle selon que l'établissement est situé dans la zone de surveillance douanière ou en dehors de cette zone.

La déclaration indiquera le nom ou la raison sociale du fabricant, son adresse et le régime de travail de la fabrique. Elle sera accompagnée d'un plan des divers bâtiments dont se compose l'établissement. Ce plan devra faire ressortir nettement toutes les issues.

ART. 6. — La fabrication ne pourra être entreprise avant qu'un représentant qualifié de l'administration ait constaté :

1^{re} — que la facture et ses dépendances n'ont qu'une issue habituellement ouverte, les autres devant être munies de fermetures et ces fermetures aménagées de façon qu'aucune communication avec l'extérieur ne puisse avoir lieu sans l'autorisation de l'administration;

2^o — que les jours et fenêtres donnant à l'extérieur sont garnis d'un treillis de fer à mailles de cinq centimètres au plus ou d'un dispositif analogue interdisant la sortie des produits par cette voie;

3^o — qu'aucune communication intérieure n'existe entre la fabrique ou ses dépendances et les maisons voisines, si l'établissement n'est pas complètement séparé des autres bâtiments.

Les fabricants dont l'établissement fonctionnera déjà au moment de la publication du présent arrêté auront à se mettre en règle avec les prescriptions ci-dessus, s'il y a lieu, et faire constater dans les trois mois qui suivront la publication de l'arrêté que la fabrique répond aux conditions réglementaires.

ART. 7. — Tout arrêt dans la fabrication devra faire l'objet d'une déclaration au même bureau qui aura reçu la déclaration initiale, autant que possible avant et en tout cas quinze jours au plus après la cessation de la fabrication.

ART. 8. — Les fabriques sont l'objet d'une surveillance intermittente.

Exceptionnellement elles peuvent être soumises à l'exercice régulier sur décision du commissaire de France, si l'intérêt de la santé publique ou du territoire l'exige. Elles pourront l'être également à suite de fraudes dûment constatées.

Les frais de la surveillance ou de l'exercice sont à la charge des fabricants.

ART. 9. — Les fabricants sont tenus de se soumettre aux visites des employés des douanes ou autres fonctionnaires chargés de la surveillance, de leur ouvrir les ateliers, magasins et autres bâtiments compris dans l'enceinte de l'établissement, de leur présenter les matières premières et les produits déjà fabriqués qu'ils détiennent.

Ils sont en outre tenus de leur fournir gratuitement à l'endroit qui leur sera désigné, le mobilier nécessaire pour l'exercice de ce contrôle.

ART. 10. — Tout fabricant est astreint à tenir sur un registre particulier le compte de ses matières premières, des fabrications et des livraisons. Les matières premières sont prises en charge au fur et à mesure de leur entrée dans l'établissement. Les marchandises fabriquées qui ne sont pas expédiées immédiatement doivent être placées dans des magasins ou dépôts dans les mêmes conditions qui sont prévues par les règlements de douane pour l'entrepôt fictif.

Le registre est coté et paraphé par le chef du poste ou du bureau administratif ou douanier où a été déposée la déclaration de fabrication; les opérations sont inscrites au jour le jour, sans blancs ni interlignes. Le registre doit être présenté aux agents du service des douanes ou fonctionnaires chargés de la surveillance, qui y apposent leur visa.

Le solde des opérations inscrites au compte spécial doit concorder avec les quantités approvisionnées ou emmagasinées. Il doit également y avoir concordance entre les écritures du compte et les indications de laissez-passer remis par le fabricant lui-même pour le transport des produits de même qu'entre le compte spécial et la comptabilité commerciale de l'établissement.

ART. 11. — Les produits fabriqués ne peuvent sortir de la fabrique sans un laissez-passer extrait du registre à souches qui sera remis au fabricant par l'administration.

Le laissez-passer indique la date de l'expédition, le nom et la résidence du destinataire, le numéro sous lequel l'opération a été inscrite au registre spécial tenu par le producteur et les délais de transport. Il doit être présenté à toute réquisition des agents du service des douanes ou de tout autre service administratif chargés du contrôle.

ART. 12. — En cas d'expédition par mer le laissez-passer sera visé par le bureau des douanes qui aura constaté la sortie et renvoyé au fabricant pour être mis à l'appui de son compte.

Si l'expédition a lieu à destination d'un autre bureau le laissez-passer accompagnera la marchandise qui sera transportée sous le régime de l'acquit-à-caution. Si la marchandise doit, par la suite, être réexpédiée vers l'extérieur, hors du territoire du Togo, le laissez-passer sera renvoyé au fabricant après avoir été visé par le bureau des douanes.

ART. 13. — Les produits soumis aux droits intérieurs de consommation peuvent être admis en entrepôt fictif.

Dans ce cas le laissez-passer sera visé par le bureau des douanes qui aura constaté l'entrée en entrepôt et renvoyé au fabricant. La taxe sera perçue au moment de la mise à la consommation effective.

B — Fabrication artisanale ou familiale

ART. 14. — Les produits de la fabrication artisanale ou familiale sont exemptés des droits prévus par le présent arrêté, à moins qu'ils ne soient mis en vente dans des boutiques ou sur un marché.

Cette vente n'est autorisée que dans les localités déterminées, fixées par le chef de chaque colonie. Dans ce cas la déclaration doit être faite au chef du poste ou du bureau administratif ou douanier le plus proche qui délivre une autorisation de vente après paiement des droits dus.

LIQUIDATION ET RECOUVREMENT

ART. 15. — Pour les produits du cru et, le cas échéant, les produits de fabrication artisanale ou familiale, la taxe sera liquidée et immédiatement perçue, au moment de la délivrance du laissez-passer prévu à l'article 2 ou de l'autorisation de vente dont il est question à l'article 14.

Les agents du service des douanes ou les fonctionnaires qui sont chargés de l'application de la taxe et du contrôle dressent les relevés des sommes versées ou des sommes dues par les redevables et les transmettent au chef du service des douanes.

ART. 16. — Pour les produits fabriqués dans un établissement industriel, le paiement de la taxe s'effectuera sans frais par virement de compte à compte à l'aide de chèques de virement d'un modèle spécial qui seront fournis gratuitement par le service liquidateur.

A cet effet il sera ouvert au bureau de chèques-postaux du chef-lieu de la colonie, à la demande du service des douanes, un compte général, intitulé « taxe de consommation » et un compte particulier au nom de chaque redevable qui n'aurait pas déjà de compte au bureau de chèques-postaux en question. Le compte général recevra le montant des virements des redevables et sera débité, sur l'ordre du service des douanes, des virements au compte personnel du trésorier-payeur.

Les modalités du paiement, de la liquidation et de la prise en charge par le comptable sont, dans ces cas, celles qui ont été prévues pour la taxe sur les transactions par l'arrêté n° 688 F. du 8 décembre 1942.

ART. 17. — Le service des douanes centralise la comptabilité des liquidations et des versements faits dans la colonie. Les liquidations faites en exécution des dispositions de l'article 13 ci-dessus sont incorporées dans les états de liquidation adressés chaque mois au trésorier-payeur ou font l'objet d'états particuliers remis au comptable supérieur. Un relevé des versements déjà faits par des comptables ou agents intermédiaires, agents spéciaux ou autres, qui les ont reçus, est joint à chaque état de liquidation.

ART. 18. — Les produits exportés hors du Togo seront dégrevés du montant de la taxe de consommation lorsqu'elle aura déjà été perçue.

PÉNALITÉS — POURSUITES

ART. 19. — Seront passibles d'une amende égale au quintuple des droits compromis les redevables ou les transporteurs qui n'auront pas observé les prescriptions des articles 2 et 11 relatives au transport des produits et de l'article 14 relatives à la vente des produits de fabrication artisanale ou familiale.

Les mêmes pénalités seront applicables en cas d'excédent en quantité ou de différence en nature constatés à la suite de la vérification des laissez-passer ou des écritures du compte de fabrication. Il en sera de même pour tout déficit constaté au cours d'un recensement en fabrique.

Si à la suite d'une vérification faite au cours d'un transport un déficit est constaté et s'il apparaît que ce déficit cache une mise en consommation frauduleuse l'amende sera du quintuple du montant de la taxe correspondant à la quantité manquante.

En cas de récidive ou de fraude caractérisée les pénalités ci-dessus seront doublées.

ART. 20. — Le chef du service des douanes pourra transiger sur la valeur des droits compromis ou des amendes dues lorsque leur montant ne dépassera pas 10.000 francs.

Au delà de cette somme il devra en référer au commissaire de France qui statuera.

ART. 21. — Les poursuites pour le paiement des droits et des amendes s'exercent par le moyen de contraintes décernées par le comptable et visées par le magistrat remplissant au chef-lieu du territoire les fonctions de juge de paix.

Les contraintes s'exécutent par toutes les voies de droit.

DISPOSITIONS DIVERSES

ART. 22. — Les fonctionnaires ou agents chargés de la liquidation, du contrôle ou du recouvrement de la taxe de consommation sont tenus de garder secrets les renseignements, de quelque nature qu'ils soient, qu'ils auront recueillis dans l'exercice de leurs fonctions.

ART. 23. — Une partie des amendes recouvrées sera versée à un fonds commun dont le montant et le mode de répartition entre les agents des services liquidateurs seront fixés par décision du commissaire de France.

ART. 24. — Des instructions particulières fixeront les détails d'application du présent arrêté.

ART. 25. — Sont et demeurent abrogés les arrêtés établissant des taxes de consommation ou de circulation au Togo.

Lomé, le 8 décembre 1942.

P. SALICETI.

Approuvé par arrêté général n° 327 D. G. F./D. du 26 janvier 1943.

Tableau des produits
soumis à la taxe de consommation

NUMÉROS du TARIF	DÉSIGNATION DES PRODUITS	TARIF	
		UNITÉS DE PERCEPTION	QUOTITÉ DES DROITS
1	Biscuits de mer, sucrés ou non	Valeur	5 %
2	Tabacs fabriqués {	le kg.	100 frs
3		le kg.	80 frs
4		le kg.	65 frs
5	Huile d'arachides (1)	valeur	5 % (1)
6	Bière	valeur	5 %
7	Alcools {	valeur	5 %
8		l'hectolitre d'Ap.	400 frs
9		l'hectolitre d'Ap.	3.000 frs
10	Bougies	valeur	5 %
11	Tissus de coton (1)	valeur	5 % (1)
12	Noix de colas (fraîches ou sèches), entières ou en morceaux	le kg.	5 frs

(1) A l'exception des produits de fabrication artisanale ou familiale.

*INSTRUCTION pour les détails d'application des
arrêtés nos 688 F. et 762 F. des 8 et 29 décembre
1942 instituant une taxe sur les transactions au Togo.*

I — TRANSACTIONS COURANTES

a) Actes assujettis à la taxe (articles 1^{er}, 2 et 3 de
l'arrêté n° 688 F. du 8 décembre 1942).

1^o — L'expression employée à l'article 1^{er} de l'ar-
rêté pour définir les transactions soumises à la taxe
et les personnes qui y sont assujetties englobe, non
seulement tous les actes de commerce, qu'ils soient
tels par leur nature propre ou par la qualité de com-
merçants de ceux qui y procèdent, mais encore cer-
tains actes civils par nature ou qui sont effectués par
des personnes ne pouvant être qualifiées de com-
merçants.

Ainsi seront frappées par la taxe les ventes d'im-
meubles, qu'elles soient faites par des particuliers
ou par des marchands de biens, les cessions d'actif
à la suite de liquidation, etc... qui ne constituent
pas des actes de commerce aux termes de la régle-
mentation en vigueur;

2^o — Cependant et en dehors des exemptions énu-
mérées à l'article 3 de l'arrêté, certaines opérations,
bien qu'effectuées par des commerçants, ne seront
pas assujetties à la taxe parce qu'elles ne présentent
pas le caractère de vente réelle ou de fourniture
réelle de marchandises ou de service. Ce sont :

Les opérations effectuées à l'intérieur d'une même
entreprise, tels que les transports de l'entreprise pour
ses propres besoins avec son propre matériel, la
répartition forfaitaire des frais entre les diverses
parties de l'entreprise etc...;

Les cessions de fûts ou d'emballage de toute
nature en consignation, sauf au cas où elles donne-
raient lieu, à la suite de pertes, à l'établissement de
factures;

La perception d'intérêts de bons du trésor, mē
si elle est faite à l'occasion de l'escompte ou
réescompte des bons;

Les rétrocessions de commissions, courtages, etc
lorsque la taxe a déjà été perçue sur le mont
des dits courtages ou commissions à l'occasion
la première opération;

Les rétrocessions de produits ou marchandises
une entreprise à une autre entreprise, sur l'ordre
l'administration, à la suite de mesures administrati-
vatives relatives à la répartition des denrées ou à la rég-
mentation des échanges;

3^o — D'autre part, les ventes à l'administrati-
on locale (Gouvernement général et colonies) décou-
lant de l'exécution de marchés administratifs ne seront
taxées, pour plus de simplicité, le montant de la ta-
xé bénéficiant en définitive à l'administration locale
moins toutefois qu'il ne s'agisse de la vente
marchandises taxées dont le prix homologué ti-
déjà compte de la perception de la taxe.

Il va de soi que les ventes par l'Etat ou par
colonie de meubles ou d'immeubles ou même
produits du cru ne seront pas davantage taxées.

Les ventes de produits ou de sous-produits d'
industriel à un autre à l'intérieur du territoire
l'A. O. F. et du Togo ne seront pas taxées, car el-
doivent être considérées comme des opérations en
producteurs et non comme ventes d'un producte
à un consommateur.

b) Exigibilité (articles 2 et 7 de l'arrêté).

1^o — L'encaissement du prix de la vente ou
la fourniture de services, les livraisons faites par
maisons principales aux succursales ou inverseme-
nt ou par les organismes d'achat en commun à lei-
adhérents sont les actes qui rendent la taxe exigibl-

2^o — L'encaissement du prix d'une vente ou d'u-
fourniture est constaté par la prise en charge de
valeur dans la comptabilité régulière tenue par

redevables ou, à défaut, sur le livre de recettes réglementaires (article 7 de l'arrêté).

Pour les ventes à l'exportation, l'inscription de « l'accréditif » ou de l'avis de crédit au compte bancaire de l'intéressé vaut encaissement (défaut de paiement effectif);

3° — Quant aux livraisons des maisons principales à leurs succursales ou inversement, ou autres opérations de même nature, elles sont habituellement constatées dans les comptes. A défaut de l'inscription dans les écritures comptables, la sortie effective des marchandises livrées sera l'acte qui rendra la taxe exigible.

c) *Valeur imposable* (article 2 de l'arrêté).

1° — En règle générale, la taxe est due sur le prix réel des ventes ou fournitures. Toutefois la fixation de prix dits homologués, oblige dans certains cas à s'écarter de cette règle.

Ainsi les ventes en gros effectuées par les grossistes, seront taxées d'après le prix de vente en gros homologué divisé par le coefficient 0,98, afin de ne pas modifier le prix homologué.

De même, les grosses entreprises, qui vendent dans leurs propres magasins des marchandises qu'elles ont elles-mêmes importées, ont été autorisées à n'acquitter la taxe qu'après la vente au détail. Les prix de détail homologués ayant été augmentés de 4%, la taxe sera perçue, dans ce cas, à raison de 4% sur le prix de vente divisé par 1,04.

Par contre, les ventes intermédiaires qui peuvent s'effectuer entre la vente faite par un grossiste et la dernière vente au consommateur seront taxées à 2% sur le prix de vente réel, de même que les ventes faites aux consommateurs par les détaillants qui s'approvisionnent chez des grossistes ou demi-grossistes;

2° — Les industriels qui vendent en gros à des détaillants seront considérés comme des grossistes. Ceux qui vendent au détail à des consommateurs seront assimilés à des maisons de gros vendant au détail. Ils seront assujettis au paiement de la taxe dans les mêmes conditions que le prix de vente en gros homologué divisé par 0,98 pour les premiers, ou de 4% sur le prix de vente réel divisé par 1,04 pour les seconds;

3° — Quand il s'agit d'opérations commerciales comprenant à la fois une vente de marchandises et une fourniture de services la taxe est perçue, et sur la valeur du service rendu, à raison de 2%, et sur la vente de marchandises, en suivant, pour ces dernières, les règles habituelles.

4° — Les exportations sont taxées sur le prix F. O. B.;

5° — Les producteurs ne sont assujettis au paiement de la taxe que lorsqu'ils exportent directement leurs produits ou les vendent à l'intérieur directement à des consommateurs. Ces opérations sont alors taxées comme s'il s'agissait d'exportations ou de ventes ordinaires;

6° — Pour les livraisons faites à des succursales ou magasins de vente par les maisons principales ou par les organismes d'achat en commun à leurs adhérents, ou inversement, la « valeur marchande » dont il est question à l'article 2 de l'arrêté, est celle qui résulte des prix de vente courants, tels que le service des contributions directes les aura dégagés de la comptabilité soit des intéressés, soit des maisons ou des entreprises similaires.

II — OPÉRATIONS DE BANQUES ET ENTREPRISES

SIMILAIRES

a) *Actes imposables.*

Tous les actes accomplis par les banques et entreprises similaires sont, en principe, imposables. Certaines particularités doivent cependant être notées.

1° — *Profits réalisés pour le compte des clients, des correspondants et des sièges.* — Rentrant dans cette catégorie : les intérêts perçus sur les comptes courants, les comptes de chèques et les comptes divers, sur les comptes des banquiers, des correspondants, les commissions de compte et de découvert.

Les intérêts acquis par les succursales établies en A. O. F. ou au Togo, et provenant d'opérations effectuées avec le siège ou avec les succursales à l'étranger sont passibles de la taxe. Par contre les intérêts perçus entre succursales établies en A. O. F. ou au Togo ne seront pas frappés, car ils constituent seulement des opérations intérieures.

De même les rétrocessions de commissions entre agences situées en A. O. F. et au Togo ne sont pas soumises à la taxe, à moins qu'il ne s'agisse de rétrocession au siège ou à des agences à l'étranger.

Les intérêts payés à un banquier par ses clients et les intérêts payés par le banquier à ses clients ou correspondants ne se composent pas. Les uns et les autres sont passibles de la taxe;

2° — *Escompte et réescompte d'effet de commerce ou de bons du trésor.* — Ces profits sont imposables. Toutefois en cas de réescompte, seule est due la différence entre l'intérêt de l'escompte et celui de réescompte la banque qui réescompte étant redevable de la taxe pour cette dernière opération;

3° — *Souscription — placement des titres, de billets de loterie etc.* — Sont également imposables les commissions accordées aux banques lors des émissions, ou placements de titres ou billets, quels qu'ils soient;

Une banque peut réduire de la commission brute qu'elle reçoit pour le placement des titres, la fraction de commission rétrocédée à une autre banque, chaque banque, devant supporter la taxe sur le montant de la commission qui lui revient. Elle ne peut déduire la fraction de commission abandonnée aux intermédiaires qui ne sont pas soumis à la taxe tels que les notables, huissiers, etc. Le montant brut de la commission est frappé par la taxe, sans déduction des frais, quels qu'ils soient, supportés par le banquier.

4° — *Opérations sur titres.* — Sont imposables les commissions sur ordres de bourse, sur coupons, les opérations diverses sur titres, les droits de garde, de vérification des tirages.

Les opérations sur les titres en portefeuille, la perception des intérêts de bons du trésor appartenant à la banque sont également soumises à la taxe, étant des actes commerciaux, d'après la jurisprudence de la cour de cassation et, de toute façon, soumis à la taxe, aux termes de l'article 1^{er} de l'arrêté modifié.

5° — *Opérations diverses.* — Sont passibles de la taxe les commissions d'acceptation, sur aval, cautions et ducroire, les commissions sur ouverture de crédits, sur opérations diverses, les produits divers encaissés à la suite d'opérations de change ou sur marchandises, les taxes additionnelles de change et les commissions de banque dites de transfert, les locations de coffre-fort, les commissions perçues pour dépôt d'objets précieux, etc. . .

Toutefois les récupérations diverses sur les clients ne sont pas frappées si elles n'ont pas été incorporées dans les frais généraux.

b) Exigibilité.

La taxe est due dès le moment où la commission, l'intérêt ou le profit ont été inscrits au crédit du banquier dans ses écritures.

c) Valeur imposable.

La taxe s'applique au montant des courtages, commissions, intérêts, escomptes ou autres profits, qu'ils aient été réalisés par la banque pour son propre compte ou pour le compte de ses clients.

III. — ENTREPRISES DE TRANSPORT

a) Actes imposables.

1^o — *Transports proprement dits.* — Les entreprises de transports maritimes ou fluviaux sont redevables de la taxe pour les transports effectués d'un port à l'autre de l'A. O. F. et du Togo, et pour les services rendus en A. O. F. ou au Togo.

Les entreprises de navigation aérienne sont passibles de la taxe pour les services rendus en A. O. F. ou au Togo, à condition que l'aéronef atterrisse à la colonie et y embarque ou débarque du fret ou des passagers.

Toutefois, ne sont pas imposables les transports effectués pour le compte de l'Etat en exécution de conventions passées par application des articles 20 et 21 de la loi du 11 juillet 1938, mais seulement lorsque les navires affrétés ont leur port d'attache et sont immatriculés hors de l'A. O. F. et du Togo. Les indemnités d'affrètement, techniques, etc... fixées dans les contrats de gérance conclus hors de l'affrètement des navires par l'Etat ne sont pas davantage imposables.

De même ne sont pas soumis à la taxe les transports publics faits par un service administratif ou par une entreprise privée en vertu d'un contrat passé avec l'administration, et selon des tarifs fixés ou homologués par l'autorité administrative.

2^o — *Chargement et déchargement des navires.* — Les opérations de chargement ou de déchargement, d'arrimage ou de désarrimage, d'embarquement ou de débarquement etc... sont imposables lorsqu'elles s'effectuent dans un port de l'A. O. F. ou du Togo, sans qu'il y ait lieu de distinguer la provenance, la destination ou le pavillon du navire.

Les mêmes opérations effectuées par une entreprise dans un port étranger et encaissées en A. O. F. au Togo, ne sont pas soumises à la taxe.

3^o — *Avitaillement et ravitaillement des navires.* — La livraison de denrées destinées à la nourriture des passagers ou de l'équipage, directement, à bord, par les fournisseurs des compagnies de navigation donne lieu au paiement de la taxe, du fait de la vente par le fournisseur. Au cas où la livraison est faite à terre dans les magasins des compagnies de navigation, la taxe n'a plus à être perçue lors de la livraison de denrées par ces magasins de dépôts aux navires.

Par contre, la taxe serait due si ces mêmes magasins de dépôt revendaient ces marchandises entreposés à une autre compagnie, à un commerçant, ou à un consommateur.

La taxe est perçue par le fournisseur, pour les ventes imposables, lors de la vente aux entreprises de navigation aux armateurs ou à l'Etat, que la livraison soit faite directement à bord ou dans les dépôts des entreprises, pour l'avitaillement.

4^o — *Recettes accidentelles.* — Les recettes accidentelles effectuées par les entreprises, telles que les locations de chaises à bord, ne sont pas assujetties à la taxe lorsque les services ne sont rendus qu'en partie à l'intérieur des eaux territoriales de l'A. O. F. et du Togo.

5^o — *Opérations d'agences.* — Les commissions encaissées par les agences situées en A. O. F. et au Togo sont passibles de la taxe pour la totalité.

b) Exigibilité.

La perception du prix du transport, l'encaissement du prix du service rendu rendent la taxe exigible.

c) Valeur imposable.

La taxe frappe le prix du transport pour les transports proprement dits et, pour les autres opérations, le montant des sommes encaissées, déduction faite des remboursements et des dépenses effectives supportées à l'occasion de l'opération.

Lomé, le 10 février 1943.

Le gouverneur des colonies,
commissaire de France au Togo,
P. SALICETI.